



## Pour une analyse du phénomène commémoratif

Chantal Kesteloot &  
Laurence van Ypersele

Les commémorations occupent aujourd'hui une place particulière dans l'espace politique mais aussi médiatique, culturel et touristique. Leur nombre n'a cessé d'augmenter et elles concernent de plus en plus de faits et d'événements même si toutes n'ont ni la même ampleur ni la même légitimité. Elles s'inscrivent néanmoins dans une dynamique sociale où le passé est constamment remémoré dans la perspective de donner du sens au temps présent. Elles apparaissent comme l'une des facettes du phénomène mémoriel si présent dans nos sociétés. Non seulement les commémorations se sont multipliées mais les acteurs concernés sont à la fois plus nombreux et plus variés. De plus en plus, elles sont conçues comme un événement total, depuis l'organisation de cérémonies classiques et la production de monuments ou de stèles jusqu'aux expositions et autres productions médiatiques (documentaires et fictions) ou encore des ouvrages de circonstances, sans oublier toute une série de produits dérivés et la présence massive sur Internet. Elles sont un révélateur privilégié de

la manière dont les sociétés appréhendent le passé. Cette évolution remonte aux années 1990 avec, pour prélude, la célébration du bicentenaire de la Révolution française qui a touché l'ensemble du monde occidental. Parallèlement, la chute du communisme bouleversait également les enjeux mémoriels et pas uniquement dans les pays directement concernés par le phénomène. Néanmoins, ces derniers ont connu une véritable explosion des cadres et des enjeux mémoriels portant à la fois sur la Seconde Guerre mondiale et la période dite du totalitarisme, un phénomène qui est loin d'être achevé.

Mais aujourd'hui, ce sont les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale qui dominent largement l'agenda. Alors qu'elles sont toujours en cours, on peut déjà affirmer qu'elles constituent une manifestation d'une ampleur sans précédent tant dans la densité que dans la couverture géographique internationale. Certes, des chronologies et des degrés de mobilisation spécifiques apparaissent mais il n'en demeure pas moins que l'exceptionnalité du phénomène est bel et bien réelle. Les historiens ont d'ailleurs commencé à s'y intéresser avant même le début des commémorations elles-mêmes et ces réflexions ne sont pas prêtes de se terminer tant le phénomène a pris de l'ampleur<sup>1</sup>. Cette

1. Voir notamment JEAN-NOËL JEANNENEY, *La Grande Guerre si loin, si proche. Réflexions sur un centenaire*, Paris, Seuil, 2013; NICOLAS OFFENSTADT & ANDRÉ LOEZ, *La Grande Guerre. Carnet du Centenaire*, Albin Michel, 2013; diverses contributions parues dans le numéro spécial "Mémoires de la Grande Guerre", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 113-114, année 2014 et celles en ligne sur le site de l'Observatoire du centenaire (<https://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/>). Sous l'onglet "un centenaire mondial", 28 cas nationaux sont abordés (consultation le 22.11.2016); le numéro de *Matériaux* en aborde lui une vingtaine. Pour la Belgique voir notamment SOPHIE DE SCHAEPPDRIJVER, LAURENCE VAN YPERSELE & NICO WOUTERS, "Commémorer 1914 herdenken", in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, XLII, n° 2-3, 2012, p. 188-205; MÉLANIE BOST & CHANTAL KESTELOOT, "Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, Bruxelles", in *Courrier hebdomadaire du Crisp*, n° 2235-2236, 2014 et, plus récemment, NICO WOUTERS, "The Centenary Commemorations of the Great War in Belgium. History and the Politics of Memory", in *BMGN / Low Countries historical review*, vol. 131-3, 2016, p. 76-86 et l'interview de ANNE RASMUSSEN & NICOLAS BEAUPRÉ, "Le centenaire 14-18", in *Mémoires en jeu*, n° 1, 9.2016, p.30-34.

évolution invite à redéfinir le phénomène commémoratif mais aussi à réfléchir à la manière dont l'historien peut l'appréhender.

Commémorer, c'est évoquer ensemble des événements ou personnages du passé en ce qu'ils fondent des identités, un être ensemble et un rapport au monde. On ne commémore pas tout et n'importe quoi. Il y a bel et bien un choix du passé qui implique des politiques de mémoire et des budgets : en se remémorant le passé, on affirme des valeurs pour aujourd'hui. Il y a donc un aspect volontariste dans toute commémoration. Toutefois, ce choix ne peut être ni tout à fait arbitraire ni en contradiction avec les connaissances historiques du moment. Pour reprendre les termes de Mona Ozouf, il s'agit donc de concilier "la rationalité discriminante du travail historique et l'émotion globalisante de la commémoration"<sup>2</sup>. Mais les choix opérés et les valeurs célébrées à travers les commémorations ont évolué avec le temps. On ne commémore plus la Première Guerre mondiale comme on le faisait dans l'entre-deux-guerres; de même, on prend aujourd'hui en compte des éléments du passé qui ont été longtemps complètement négligés.

Autrement dit, toute commémoration implique plusieurs pôles - politique, économique, émotionnel et cognitif - qui doivent négocier entre eux. À cela, il faut ajouter le rôle des médias qui diffusent les informations, sensibilisent le public et participent eux-mêmes aux commémorations;

ainsi que le public qui adhère ou non aux commémorations. En effet, "toutes les commémorations ne donnent pas lieu à de larges mobilisations populaires et certaines se traduisent essentiellement par des colloques, des expositions, voire un geste symbolique"<sup>3</sup> ou encore par la folklorisation (comme le bicentenaire de Waterloo). À cet égard, il est intéressant de voir quels sont les événements du passé qui suscitent de larges mobilisations populaires. Cette mobilisation est-elle liée à l'existence de témoins directs ? Quels rôles ont-ils au sein des commémorations ? En leur absence, des témoins indirects perpétuent-ils des mémoires communicatives ? Ou n'est-on plus que dans la mémoire culturelle ?

Quoi qu'il en soit, comme le souligne Jean-Noël Jeanneney, "il n'y a pas de commémoration neutre. C'est toujours au présent qu'un tel événement survient, c'est toujours l'avenir qu'il doit, au premier chef, contribuer à éclairer et, dans le meilleur des cas, à dessiner pour le mieux - ou le moins mal"<sup>4</sup>. Même constat chez Patrick Garcia pour qui commémorer "c'est produire un discours, mettre en scène un geste qui utilise le passé pour esquisser, devant les hommes du présent, leur devenir commun et manifester ce qui les lie ensemble aujourd'hui"<sup>5</sup>. Pour Oriane Calligaro et François Foret, la commémoration affirme une mémoire politique, c'est-à-dire une "reformulation constante de visions du passé dans la compétition pour le pouvoir de manière à produire des effets politiques"<sup>6</sup>. Il s'agit donc d'affirmer politiquement une

2. MONA OZOUF, "Peut-on commémorer la Révolution française ?", in *Le Débat*, n° 26, 9.1983.

3. PATRICK GARCIA, "Exercices de mémoire ? Les pratiques commémoratives dans la France contemporaine", in *Cahiers français*, n° 303, 7-8.2001, p. 36. 4. JEAN-NOËL JEANNENEY, *La Grande Guerre si loin, si proche*, 2013, p.17. 5. PATRICK GARCIA, "Exercices de mémoire ?...", p. 33.

6. ORIANE CALLIGARO & FRANÇOIS FORET, "La mémoire européenne en action. Acteurs, enjeux et modalités de la mobilisation du passé comme ressource politique pour l'UE", in *Politique européenne*, n° 37, 2012, p. 9.

.be



2014-18

www.be14-18.be

2014-18  
DE GROTE OORLOG 100 jaar later

19  
20 14-18  
WALLONIE & FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES  
WWW.COMMEMORER.14-18.BE

2014-18  
.brussels

*Les logos sont une dimension essentielle de la communication. En Belgique, chaque entité a eu à cœur d'avoir son propre logo.*

identité commune et de transmettre des valeurs aux générations suivantes à travers des mises en scènes, des théâtralisations du passé. Le passé n'est finalement qu'un prétexte, il est décontextualisé et ritualisé. On assiste à une sorte de "liturgie civile" qui s'inspire des rituels religieux, sociaux, voire militaires et qui ouvre un espace sacré dans nos sociétés désacralisées. Ainsi, l'anthropologue Philippe Raynaud estime que les mises en scènes commémoratives empruntent "aux formes de la sacralisation religieuse ou héroïque, les modèles d'une théâtralisation profane et d'une pédagogie vertuiste"<sup>7</sup>. À cet égard, on peut s'interroger sur l'identité et le rôle des "officiants", sur l'esthétique utilisée pour créer de l'affect et sur l'efficacité des procédés utilisés. On peut également interroger les lieux investis (lieux de mort, lieux symbolisant des identités nationales ou locales, autres lieux tels que les ambassades) et les contraintes en termes de théâtralisation qu'implique le choix d'un lieu plutôt qu'un autre.

Généralement, les Etats commémorent des événements "nationaux" ou, tout au moins, la version nationale de l'événement. Mais aujourd'hui, pour répondre au délitement de nos sociétés post-modernes et "victimaires", les commémorations sont également démultipliées, liées à des groupes restreints qui sont, de ce fait, dégagés des contraintes de sens global et liées à des événements de plus en plus diversifiés (catastrophes minières ou ferroviaires, attentats, etc). Dès lors, un événement commémoré peut prendre des sens multiples. Chaque groupe réaffirme son unité

tout en creusant du même coup des écarts par rapport aux autres groupes, alimentant de ce fait la fragmentation des sociétés contemporaines et les replis locaux.

Toutes les commémorations ne sont donc pas organisées que par des pouvoirs officiels, il existe aussi des (contre) commémorations suscitées par la base, des individus, des groupes informels pour protester, revendiquer, demander qu'une place leur soit faite... En 1886 déjà, les grèves sanglantes de Liège puis Charleroi ont débuté par la commémoration du quinzième anniversaire de la Commune de Paris par des groupes anarchistes et socialistes. Il s'agissait de relayer des revendications, de faire pression sur l'État, d'affirmer l'existence de groupes malmenés par le pouvoir en place. En ce sens, la commémoration devient une forme de lutte sociale qui se structure de manière nettement distincte des commémorations organisées par les pouvoirs publics. Depuis, de nombreux autres groupes ont revendiqué qu'une place leur soit faite : chaque demande de mémoire débouchant sur une commémoration se faisant nécessairement au détriment d'une autre; en d'autres termes, il s'agit du phénomène de concurrence des mémoires désormais bien connu<sup>8</sup>.

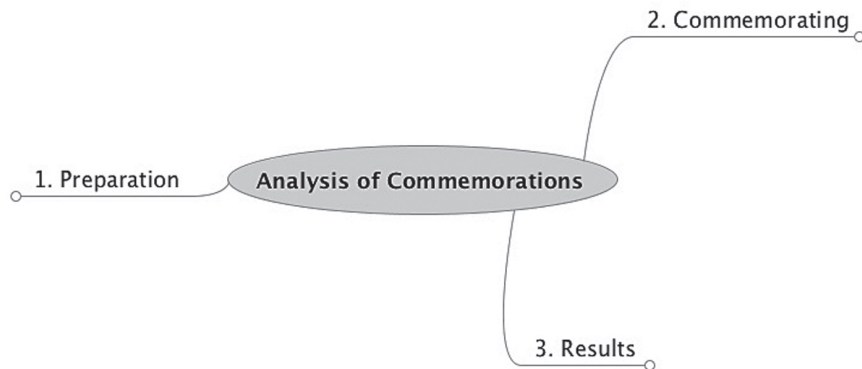
Aujourd'hui, le phénomène commémoratif est en pleine évolution, implique de multiples acteurs, convoque des rituels divers et cherche à transmettre des valeurs identitaires à géométrie variable. Mais comment analyser ce phénomène dans toute sa complexité ? Dans le cadre d'un projet COST<sup>9</sup>,

7. PHILIPPE RAYNAUD, "La commémoration : illusion ou artifice ?", in *Le Débat*, n° 78, 1-2.1994, p.108. 8. JEAN-MICHEL CHAUMONT, *La concurrence des victimes : génocide, identités, reconnaissance*, Bruxelles, La Découverte/Racine, 1997; GEOFFREY GRANDJEAN & JÉRÔME JAMIN (dir.) *La concurrence mémorielle*, Paris, Armand Colin, 2011. 9. "Social psychological dynamics of historical representations in the enlarged European Union", projet Cost 2013-2016 coordonné par Laurent Licata, ULB (<http://costis1205.wixsite.com/home>).

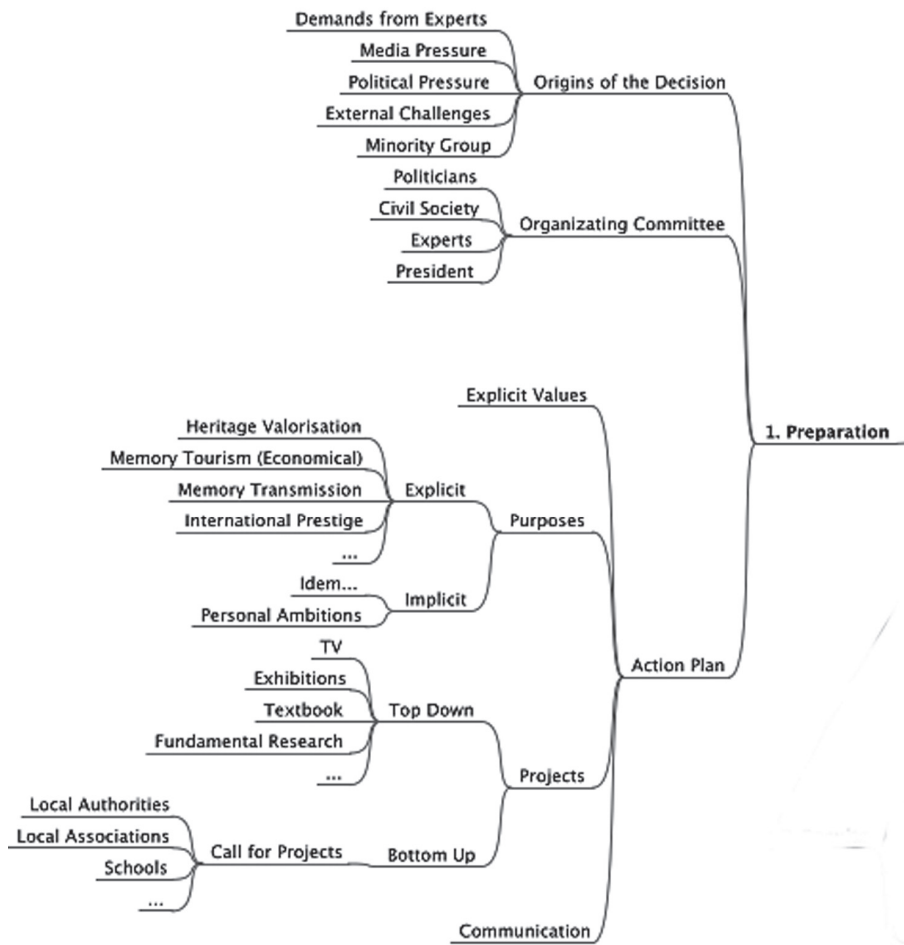
nous nous sommes lancées dans une réflexion méthodologique qui a réuni des historiens et des psychologues sociaux<sup>10</sup>. L'objectif est de proposer un modèle permettant une approche globale du phénomène. Il s'articule en trois axes considérés comme trois moments du phénomène commémoratif : sa préparation, l'événement en tant que tel, les résultats. Quel en est l'intérêt ? Devant l'importance du phénomène, il nous a semblé important de proposer un modèle destiné à nourrir une réflexion qui intègre l'événement de la source à l'impact en passant par la nécessité d'une approche pluridisciplinaire, l'interaction

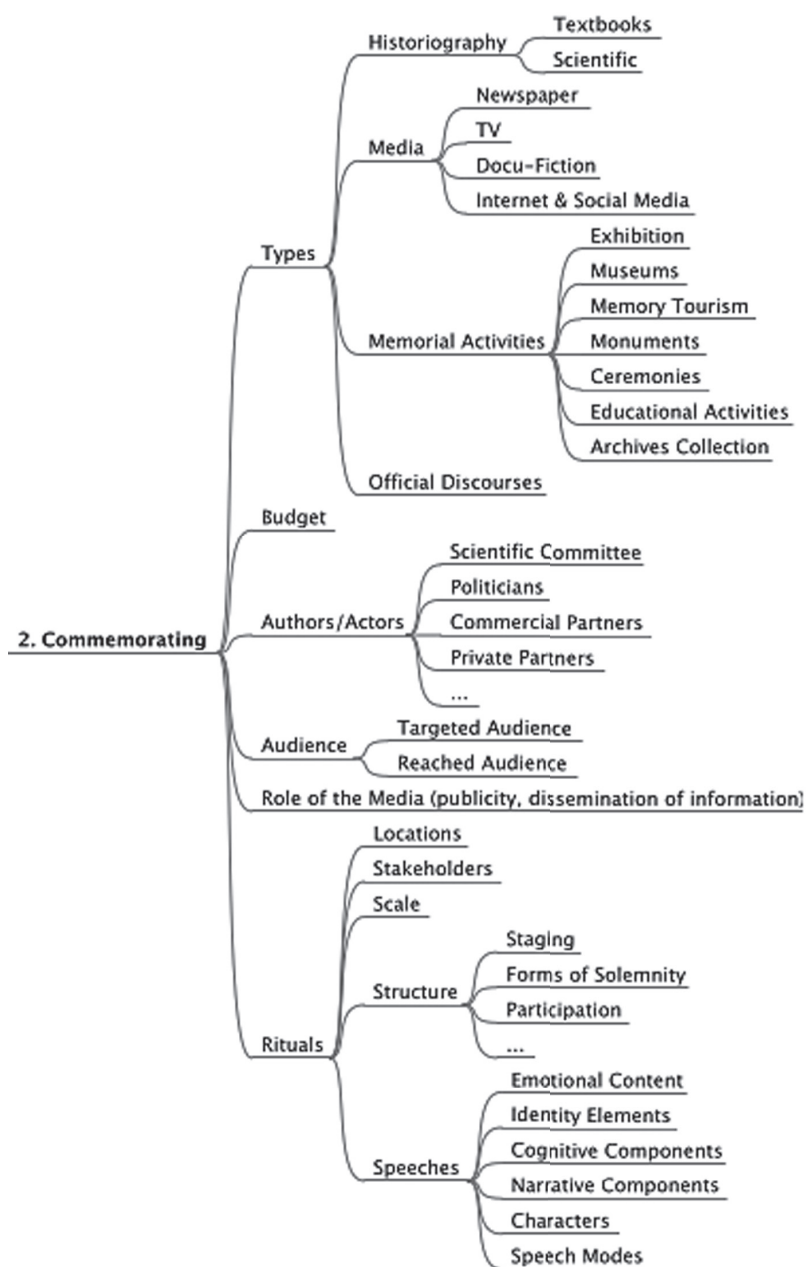
de nombreux acteurs et la simultanéité des réflexions. Certes, ce modèle s'inspire largement du contexte commémoratif belge et français mais il a également été nourri par des lectures et des chercheurs issus d'autres contextes nationaux ainsi que par des échanges dans le cadre du projet Cost. L'objectif de cette contribution n'est dès lors pas d'analyser les commémorations mais bien d'esquisser, sur base d'un tableau, quelques réflexions pour nourrir dans un stade ultérieur une analyse générale mais aussi susciter une réflexion plus globale sur une approche méthodologique.

#### Schéma d'analyse des commémorations

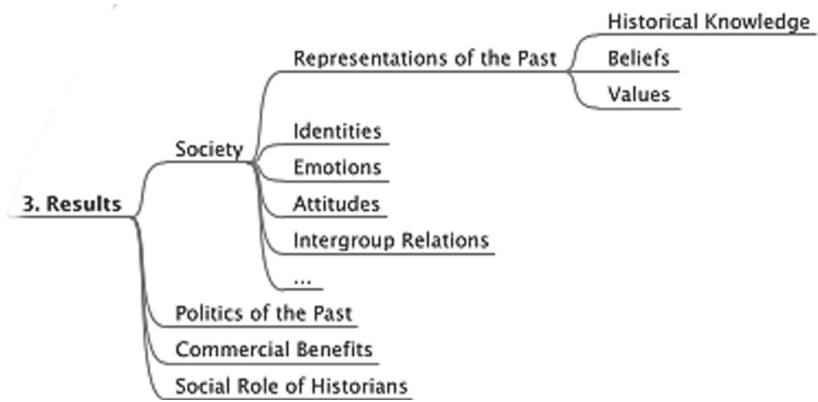


<sup>10</sup>. Nous remercions tout particulièrement Pierre Bouchat qui a mis en forme le schéma mais aussi les professeurs Laurent Licata (ULB) et Alberto Sa (*Universidade do Minho*, Portugal).









Réalisation : Pierre Bouchat

## 1. Préparatifs

Pour comprendre le processus dans son ensemble, il est essentiel de se pencher sur la phase préparatoire. À l'origine de la décision, cinq catégories – demande des experts, groupes minoritaires, pression politique interne, pression médiatique ou encore défi extérieur qu'il soit d'ordre politique ou commercial – peuvent intervenir, seules ou en parallèle, quels que soient leurs motifs. Si la pression exercée est suffisante et si les motivations apparaissent comme légitimes, le processus peut se mettre en marche. Mais il peut également en rester à ce stade. Si la demande exprimée se heurte aux refus des pouvoirs publics parce que considérée comme non légitime ou si elle ne repose pas sur une base suffisante, voire incarne un contre-discours, la commémoration reste cloisonnée au groupe qui la porte.

Mais le processus se doit également d'être envisagé dans une logique dynamique, comme une forme de négociation. Ce qui est susceptible d'être commémoré n'est pas seulement la résultante d'événements historiques suffisamment probants mais c'est également le fruit d'un processus où les différents acteurs porteurs de la demande entrent en négociation et où le processus décisionnel va lui-même être la résultante des rapports de force qui s'installent et des personnalités participantes. Si l'on s'en réfère, par exemple, à la décision de commémorer 14-18 en Belgique francophone, elle émane d'une note remise par le Conseil de transmission de la mémoire au gouvernement wallon et à celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles à un moment où la Flandre avait pris de l'avance. Si des experts ont donc anticipé la

demande, force est de constater que celle-ci n'est apparue comme légitime au plus grand nombre qu'à l'heure où une pression politique et une pression médiatique se sont manifestées considérant que la commémoration de la Grande Guerre ne pouvait en rien être le monopole de la Flandre. En Allemagne par contre, ce sont les historiens qui ont fait pression via la presse pour que leur pays commémore cet événement largement oublié. Au Portugal, c'est le ministère de la Défense nationale qui a décidé de prendre les choses en main au moment où les universités commençaient à s'en charger. Dans les anciens pays communistes, le silence passé – où l'on s'est surtout évertué à glorifier des épisodes des luttes sociales ou encore de la Seconde Guerre mondiale – a nourri une mobilisation nouvelle. L'ouverture sur l'Europe a généré d'autres sensibilités comme en témoigne notamment le cas particulier de la Pologne : "En même temps, via des liens noués avec les pays dans lesquels le centenaire est au centre de la discussion publique, et par le biais des collaborations scientifiques transnationales, l'intérêt pour la Première Guerre mondiale grandit"<sup>11</sup>.

L'importance des commémorations du Centenaire de la Première Guerre dans un certain nombre de pays a servi de moteur pour d'autres cas. L'exemple venu de France mais aussi de Grande-Bretagne, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de la Belgique – autant d'Etats où les initiatives ont démarré de manière précoce – a largement nourri la mobilisation d'autres pays.

Dès lors que l'élan commémoratif est lancé, les modalités sont confiées à un comité organisateur qui peut lui-même avoir été un

11. JULIA EICHENBERG, "La mémoire de la Première Guerre mondiale en Pologne", in *Mémoires de la Grande Guerre*, op.cit., p. 52-57.

des acteurs majeurs à l'origine de la décision. Dans le contexte d'États éclatés, plusieurs comités peuvent exister, chacun avec des messages spécifiques. S'il est resté à l'écart jusqu'alors, c'est souvent à ce stade que le monde politique intervient. En effet, qui dit commémorations dit également dégagement de moyens financiers et donc décision politique. Au sein de ce comité organisateur, on retrouve des experts mais leur profil même peut déjà apparaître comme révélateur de l'orientation que le pouvoir politique souhaite donner à la commémoration. C'est à ce stade en effet que va s'élaborer un plan d'action et qu'émergent à la fois les objectifs implicites et explicites des commémorations. Ainsi, du côté flamand, l'accent a résolument été mis sur la création d'un "produit Première Guerre mondiale", une approche résolument marketing articulée autour de trois volets : les attractions, les sites et les événements.

Ensuite, il y a lieu d'analyser la composition du comité organisateur, la place des experts, du monde politique et de la société civile. On cherchera également à cerner l'étendue et les limites du pouvoir de ce comité.

Enfin, on regardera le plan d'action préparé par ce comité : les valeurs mises en avant, les buts poursuivis (explicites ou non) et les projets imposés d'en haut ou suscités d'en bas. La commémoration se doit également d'être envisagée comme une négociation entre l'ensemble des parties prenantes. Quel est le message que l'on souhaite transmettre ? Quel est l'objectif envisagé ? Si l'on peut considérer les commémorations comme des événements destinés à nourrir la cohésion sociale, force est de constater que d'autres objectifs peuvent et sont également présents.

Non seulement la commémoration résulte d'une négociation mais elle peut également être considérée comme une compétition à la fois entre les différentes structures qui la portent – c'est particulièrement vrai dans le cadre d'un Etat fédéral comme la Belgique – mais aussi entre plusieurs visions du passé : en 2014, c'était à la fois le centenaire de la Grande Guerre et le 70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement de Normandie et de la Libération de Paris. La France s'est retrouvée au cœur de discussions sur l'ordonnancement de ce double anniversaire.

## 2. Le moment commémoratif

La première phase du phénomène – les préparatifs – est le prélude au deuxième volet de l'analyse qui a trait au moment commémoratif. Les commémorations se veulent de plus en plus un événement total tant du fait de la diversité des acteurs que de la nature des initiatives. Certes, les dimensions classiques, celles qui ont toujours été présentes, conservent leur place qu'il s'agisse des discours officiels, des cérémonies collectives ou encore d'inauguration, d'appropriation ou de réappropriation de monuments. Mais de nouveaux acteurs sont apparus et leur rôle n'a cessé de croître. De plus en plus, la commémoration apparaît comme un événement mis en scène et ce dernier aspect finit presque par l'emporter sur le contenu. Une commémoration réussie apparaît de plus en plus comme une commémoration spectacle. On voit augmenter le rôle de sociétés commerciales auxquelles des acteurs institutionnels commandent des commémorations de ce type. Davantage que le recueillement, la commémoration doit susciter un élan, une émotion. Le volet classique subsiste mais il n'est plus seul.



*Le 4 août 2014, Mons rend hommage aux soldats britanniques. C'est en effet dans cette ville qu'ont été tués le premier comme le dernier soldat britannique lors de la Première Guerre mondiale, sur le sol belge.  
(© Centenary News)*



*Le 17 octobre 2014, 8.759 porteurs de flambeaux éclairent symboliquement la ligne de front dans le Westhoek, de Nieuwpoort à Ploegsteert. (© Gone West)*

On y retrouve aussi souvent une dimension participative qui transforme la dynamique. Le public n'est plus seulement convoqué de manière massive pour assister. Il peut aussi être acteur de l'événement.

Pour comprendre cette évolution, il convient de s'intéresser aux rituels. Pour appréhender des cérémonies de type classique, il y a lieu de prendre en compte une série d'aspects qui participent, tous à leur façon, de l'optique rituelle. Cette approche s'intéresse d'abord à la question du "lieu". La commémoration peut se tenir sur un site directement lié à l'événement ou il peut être décidé de donner une signification nouvelle à un lieu pré-existant auquel on surajoute du sens. Ce sens nouveau peut alors contribuer à asseoir plus encore la symbolique du lieu ou donner un sens nouveau à l'événement commémoré en l'inscrivant dans une chaîne d'événements antérieurs. Ce faisant, il peut être intégré à l'histoire nationale au sens large. S'intéresser à la commémoration implique également de braquer les projecteurs sur leur structure et leur ampleur mais également à la forme de solennité et à la teneur des discours. Il y a lieu d'être attentif à la fois aux personnalités qui s'expriment et à leur légitimité mais aussi au contenu émotionnel, à la dimension cognitive sans oublier les ressorts narratifs utilisés. Mais au-delà de cette dimension traditionnelle, de nouveaux rites participatifs intègrent désormais les commémorations. Certes, par le passé, les participants n'étaient pas non plus cantonnés dans un registre strictement passif mais il s'agissait alors d'un passé qu'ils avaient vécu, partagé. On était dans le registre d'une proximité à l'événement. Aujourd'hui, les commémorations de la Grande Guerre s'adressent par définition à un public qui

n'a pas vécu l'événement qui ne le connaît que par ses lectures, la fiction ou les derniers éléments de mémoire familiale. Or, ce public est désormais invité à participer sur base volontaire, à remplir un rôle dans le cadre d'un spectacle, à l'instar des 8.759 porteurs de flambeaux lors de l'événement commémoratif dit du Front de Lumière le 17 octobre 2014, chargés d'éclairer la ligne de front de la plage de Nieuwpoort à Ploegsteert. Cette dimension immersive touche au registre de l'émotion et l'objectif est littéralement de communier avec un passé révolu mais transmis. La fonction n'est plus de se souvenir ensemble d'un événement commun mais plutôt de se servir de la commémoration pour associer divers groupes et générer des souvenirs communs. Certes, cette pratique a ses limites et ne peut toucher tous les registres de l'événement commémoré. Il est dès lors nécessaire de passer par un registre symbolique de l'émotion.

Mais d'autres formes commémoratives telles des expositions, des œuvres de fiction spécialement créées ou encore une grande activité médiatique participent également à cet instant.

Il s'agit parfois d'aller au-delà de l'émotionnel et d'intégrer un volet cognitif, tout en s'adressant tout particulièrement aux générations qui n'ont pu connaître l'événement. Ces commémorations apparaissent dès lors plus tardivement lorsque le souvenir vivant n'est plus omniprésent. D'ailleurs plus l'événement devient distant dans le temps, plus il sera nécessaire de prospecter ce volet éducatif. La distance permet également un autre rapport au passé où l'on peut aller jusqu'à la folklorisation voire des formes de reconstitution historique.

Mais arrêtons-nous un instant aux médias. Ce sont des acteurs-clés en ce sens qu'ils jouent un rôle double : à la fois – classiquement – comme promoteur de l'événement commémoratif mais aussi – et c'est sans doute plus nouveau – comme générateur ou comme organisateur de l'événement. Ils constituent un prolongement et une rupture dans le rituel cérémoniel. Il y a cinquante ans, entre 1964 et 1968, un nouvel acteur faisait son apparition dans l'offre commémorative : la télévision. En Belgique francophone par exemple, l'émission "14-18, le journal de la Grande Guerre" a tenu le public en haleine au travers des 123 épisodes diffusés. Cette expérience nouvelle a modifié un rapport au passé et le rôle des médias dans la transmission de ce passé. Cinquante ans plus tard, on assiste à un nouveau bouleversement avec la présence du net et des réseaux sociaux. On peut là aussi parler d'une véritable révolution qui approfondit à la fois l'expérience solitaire de la commémoration, déjà entamée par la télévision et, antérieurement, par la radio ou la lecture, tout en faisant éclater le registre géographique et en démultipliant à l'infini le potentiel communicatif. Cette révolution bouleverse aussi le rapport au passé en transformant plus que jamais chaque utilisateur en producteur potentiel de passé.

Bien évidemment, une dimension essentielle de l'analyse doit également prendre en compte le volet budgétaire. Les moyens mis en œuvre sont en effet révélateurs de l'importance que les responsables publics/privés accordent à l'événement. Une telle analyse passe idéalement par un accès aux discussions mais aussi en s'intéressant à la place des commémorations dans l'élaboration d'une politique générale.

### 3. Les résultats

Une des dimensions essentielles est de tenter de mesurer l'impact des commémorations. Il s'agit là d'un exercice particulièrement complexe tant l'événement est lui-même éclaté. Si l'on part du principe que l'on ne commémore que des événements qui ont déjà une portée sociale suffisante, il importe de s'intéresser à la manière dont les commémorations vont avoir un impact sur les représentations sociales du passé. Dans ce domaine, la recherche historique reste particulièrement pauvre. Ce sont surtout les psychologues sociaux qui se sont intéressés à la démarche. Il s'agit notamment d'essayer de comprendre, à travers les commémorations de la Grande Guerre par exemple, dans quelle mesure un discours et des pratiques dénonçant la guerre comme absurde vont nourrir des comportements pacifistes. L'objectif est également d'appréhender comment les commémorations peuvent à leur tour modifier les identités collectives et les attitudes par rapport à d'autres groupes.

Longtemps, les commémorations se sont limitées à des cérémonies de circonstances et au mieux à des activités éducatives. Certes, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existait pas de tourisme de mémoire ni de musées spécifiques mais leur lien avec le phénomène commémoratif demeurait beaucoup plus flou. Ce qui caractérise les commémorations d'aujourd'hui, c'est incontestablement cette volonté d'un "package" à l'instar de ces tours-opérateurs qui se sont véritablement spécialisés dans une offre spécifique. Dans cette optique, la réussite d'une commémoration se traduit par le nombre de nuitées, de visites, de produits consommés. Plus que jamais, le volet commercial et touristique a été au cœur

de la commémoration du grand centenaire : s'il est encore trop tôt pour tirer des bilans définitifs, notons cependant que pour la seule année 2014, on estime à 700.000 le nombre de visiteurs de la région du Westhoek, soit 200.000 de plus qu'espéré et un doublement des chiffres annuels de visiteurs depuis quelques années.

Mais, en termes d'impact, il convient également de souligner l'appropriation par la société civile. Car c'est sans doute à ce niveau que le phénomène a pris une importance inédite à travers les commémorations de la Grande Guerre. Au-delà des grands événements-phares, la commémoration s'est avant tout déclinée au niveau local. À Bruxelles par exemple, pas moins de 170 projets ont été proposés dans le cadre de l'appel lancé par les autorités régionales; 130 ayant été finalement retenus. Ce qui caractérise nombre de ces projets, c'est leur ancrage local et leur indifférence par rapport à un agenda politique. Ce qui domine aussi, c'est l'approche émotive à travers des parcours personnalisés, immersifs évoquant souvent des hommes et des femmes, victimes, entraînés malgré eux dans un destin qui les a écrasés et auxquels ils ne pouvaient se soustraire.

Nombre de ces projets n'ont qu'un rapport lointain avec une approche historique classique. Mais ils sont le reflet d'une nouvelle demande d'histoire. Le public y apparaît à la fois comme consommateur d'histoire mais aussi comme acteur d'histoire : à travers des pièces de théâtre, des promenades à vélo, des préparations culinaires... Les historiens eux-mêmes participent dans une certaine mesure à ce mélange des genres : participation à des œuvres de fiction, expertise, démarche journalistique.

S'il apparaît que les commémorations s'enracinent de plus en plus – mais pas partout – dans des questionnements scientifiques antérieurs, elles apparaissent néanmoins comme l'occasion de grandes synthèses avec, parfois, des perspectives renouvelées. Les opportunités éditoriales sont en effet essentielles et l'historien n'échappe pas totalement à ces logiques commerciales. Les historiens professionnels sont d'ailleurs loin d'être les seuls à les saisir. On pourrait même considérer que leur présence est somme toute faible par rapport à la masse des autres publications de circonstances.

Néanmoins, pour l'historien, les commémorations posent *in fine* la question angoissante de l'après. Quelles seront, par exemple, les opportunités éditoriales après 2018 pour des recherches portant sur la Première Guerre alors que, paradoxalement, toujours dans ce contexte d'une offre globale, ces années de commémorations ont aussi été l'occasion de financement de nouveaux projets de recherche dont les résultats ne sont attendus qu'après 2018 ! Mais au-delà de l'offre éditoriale décuplée, des nombreuses expositions et autres projets d'histoire publique, les commémorations génèrent-elles bel et bien un registre de connaissances historiques nouvelles dans le chef du grand public ? Comment mesurer, dans cette optique, l'efficacité d'une commémoration ?

Appréhender cette efficacité est un exercice particulièrement difficile tant les niveaux de mesure sont variés et malaisés à évaluer. Les réussites commerciales et touristiques sont un volet mais par trop limité pour être le seul pris en compte. En effet, s'il s'agit d'asseoir une certaine forme de cohésion sociale, on se retrouve relativement dépourvu d'instruments



de mesure appropriés. À nos yeux, la cohésion sociale idéale traduit à la fois la manière dont les sociétés sont capables, sur base d'expériences multiples et variées, d'appréhender une lecture du passé qui laisse place au débat et au renouveau voire à des contre-mémoires. Interroger le passé à l'aune du présent constitue également un des enjeux des commémorations dans une optique plus inclusive. Dans cette optique, susciter une vision figée et fermée du passé n'est certainement pas le signe d'une commémoration réussie. Une commémoration devrait permettre de donner du sens, de générer des attitudes responsables et critiques et de nourrir un registre cognitif enrichi. Évidemment, les commémorations sont parfois l'objet d'une instrumentalisation directe porteuse de desseins politiques où la cohésion sociale se fait à partir du rejet des autres, de la diversité, voire du déni de certains pans du passé. On songe ici aux commémorations du débarquement de Gallipoli le 24 avril 2015 qui visaient en partie à détourner l'attention de la commémoration du centenaire du génocide arménien.

Cela étant, les commémorations ont également leurs limites. Elles ne peuvent être et ne sont pas la seule porte d'entrée du passé. Mais d'autres critères peuvent également

entrer en ligne de compte. Dans des sociétés où une lecture unique et monolithique du passé sert d'étalon de cohésion sociale, ce sont d'autres critères qui se doivent d'être appréhendés pour mesurer la réussite d'une manifestation commémorative.

Bref, le chantier est vaste mais essentiel. Les commémorations occupent aujourd'hui une place telle qu'elles ne peuvent qu'interpeller les chercheurs de diverses disciplines tant elles touchent à la fois la perspective académique, l'histoire publique mais aussi les représentations sociales, le rôle de l'État et des sociétés dans leurs multiples composantes. Nous espérons que le modèle que nous proposons ici puisse aider les chercheurs à appréhender les commémorations dans toutes ces dimensions. Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours des commémorations du Grand Centenaire. La matière ne cesse de s'étoffer sans préjuger de ce qui se fera pour commémorer la fin du conflit. Le chantier est passionnant. Un travail multidisciplinaire et une approche résolument internationale seront la clé d'une analyse de ces pratiques commémoratives dans toute leur diversité. Nous souhaitons que ce modèle y contribue mais nous espérons surtout que la pluralité des regards l'enrichisse, l'amende, le transforme et ouvre la voie à de nouvelles recherches.

*CHANTAL KESTELOOT (°1963) est docteure en histoire de l'Université libre de Bruxelles, où elle a soutenu, en 2001, une thèse de doctorat sur le mouvement wallon et Bruxelles de 1912 à 1965. Depuis 1992, elle fait partie de l'équipe permanente du CegeSoma. Elle y est aujourd'hui chargée de la direction du secteur Histoire publique. Ses principaux centres d'intérêt portent sur l'histoire du mouvement wallon; la problématique bruxelloise; les mémoires de guerre et l'histoire nationale; la problématique du nationalisme et des identités nationales.*

*LAURENCE VAN YPERSELE (°1966) est professeure ordinaire à l'Université catholique de Louvain. Spécialiste de la Première Guerre mondiale et de sa mémoire, elle est également membre du comité directeur de l'Historial de la Grande Guerre (Péronne, France). Elle a notamment publié : Questions d'histoire contemporaine : Conflits, mémoires et identités, Paris, PUF (Quadrige), 2006 et (avec EMMANUEL DEBRUYNE & CHANTAL KESTELOOT), Bruxelles, La mémoire et la guerre. 1914-2014, Waterloo, La Renaissance du Livre, 2014.*